



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

12 projets emblématiques

du Fonds de solidarité
pour les projets
innovants

ÉDITION 2022

Le Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain (FSPI) est l'instrument phare de l'aide projet du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Il permet aux ambassades de mener sur le terrain des actions innovantes à impact rapide et fortement visibles au bénéfice des populations locales.

D'une durée maximale de deux ans, chaque projet (à visée nationale ou régionale) dispose d'un montant compris entre 100 000 et 1 000 000 d'euros.

Ils concernent une large palette de domaines correspondant aux priorités de la politique de coopération française (tels que l'environnement, l'égalité de genre, la santé, les industries culturelles et créatives, le patrimoine, l'éducation, la francophonie), et bénéficient à près de 70 pays en développement.

Les projets financés ont en général vocation à être repris à plus grande échelle par les bénéficiaires ou d'autres acteurs du développement.



VIETNAM

COMPOSE : construire un observatoire des matières plastiques et de leur occurrence dans la société et l'environnement (2019-2020)

Montant total : 643 000 €

Domaines d'intervention : lutte contre la pollution plastique, recherche

Construit en collaboration avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD), et dans le **contexte favorable d'une prise de conscience naissante** de la part de l'ensemble des acteurs publics et de la société civile vietnamienne aux **enjeux de la pollution**, ce projet visait à la création d'un **observatoire de la dynamique sociale et environnementale du plastique** à des fins de mesure, de sensibilisation et de contribution aux politiques publiques. Affichant d'excellents résultats, il aura permis :

- la production de données scientifiques nouvelles, par la création d'un **réseau national de 13 laboratoires vietnamiens** en sciences environnementales et sociales, partageant les mêmes méthodologies, travaillant en complète synergie et capables de produire des données scientifiques fiables et librement accessibles ;
- le renforcement des capacités de production de connaissances scientifiques pertinentes, améliorant ainsi la compréhension des interactions société/environnement liées à ce type de pollution ;
- d'innover en terme de communication, par la diffusion de ces résultats sous forme d'informations de sensibilisation ciblant autant le grand public (exposition interactive itinérante, réseaux sociaux, dessin animé) que les autorités (ateliers de sensibilisation, livret de préconisation réglementaire) ou la presse (formation aux enjeux de cette pollution).

Le ministère vietnamien des Ressources naturelles et de l'Environnement (MONRE) a annoncé qu'il prolongerait les initiatives de ce projet sous la forme d'un centre international des matières plastiques. Des démarches destinées à valoriser et généraliser les méthodologies employées au-delà des frontières vietnamiennes sont également en cours, comme l'illustre la perspective d'un projet entre l'IRD et le programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP) à Bangkok. Enfin, les résultats obtenus ont déjà été valorisés dans d'autres projets, tels que « *Rethinking Plastics* », initiative européenne sur la lutte contre la pollution plastique en Asie du Sud-Est.

Numérique



IRAK

Faire de l'université de Mossoul un modèle d'espace numérique d'apprentissage (2019-2020)

Montant total : 705 680 €

Domaines d'intervention : enseignement supérieur, numérique

Ce projet avait pour finalité de contribuer à la **remise à niveau** de l'enseignement supérieur irakien dans un contexte post-conflit, en créant, au sein de l'université de Mossoul, un **espace numérique d'apprentissage** conçu comme **modèle de pédagogie innovante**.

Mis en œuvre par plusieurs partenaires institutionnels (dont l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) et l'Institut français (IF) de Paris) ayant participé à la coconstruction du projet avec les autres parties prenantes, ce projet pilote a bénéficié aux membres administratifs, techniques et enseignants de l'université, mais aussi à tous les étudiants connectés et aux 4 700 enseignants formés à l'usage de la plateforme.

Le choix de soutenir des **formations à distance** s'est avéré **particulièrement pertinent** dans un climat sécuritaire encore très fragile, auquel s'est ajoutée la crise sanitaire.

Ce projet a contribué au **déploiement d'une pédagogie innovante et numérique** au sein de l'université de Mossoul. Ainsi, plus de **3 000 classes en ligne** ont été créées durant la crise sanitaire. En fin de projet, cet espace numérique recensait **763 cours en ligne** ayant bénéficié à près de **10 800 étudiants**.

Cette forte visibilité ainsi acquise a permis à l'université de Mossoul de faire valoir son expertise ; elle continuera de bénéficier du soutien de l'AUF pour la consolidation et le développement de ses activités.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche irakien a décidé de dupliquer ce modèle dans **six autres universités irakiennes** ; certains enseignants de Mossoul interviendront comme formateurs.

Recherche - Santé



BÉNIN, CAMEROUN, MADAGASCAR, MAROC, RCA ET SÉNÉGAL

**SARA : surveillance de l'antibio-résistance
en Afrique (2021-2022)**

Montant total : 1 000 000 €

Domaine d'intervention : santé

Ce projet, qui s'inscrit dans l'approche « Une Seule Santé », a pour but de créer un réseau de surveillance et de recherche sur l'antibio-résistance dans six pays africains pour une meilleure prise en charge des patients grâce à l'amélioration des techniques de diagnostics via :

- l'intégration et l'analyse des données de résistance aux antibiotiques dans les infections humaines ;
- la définition des mécanismes de résistance aux antibiotiques par la génomique ;
- le stockage et la gestion des données et des échantillons ;
- la formation à la recherche et le renforcement de capacités.

Ce réseau, composé de l'Institut Pasteur de Madagascar (IPM), de Dakar (IPD), de Bangui (IPB), du Maroc, du Centre Pasteur du Cameroun (CPC), du CHU de Cotonou (Bénin) et de l'Institut Pasteur (IP) Paris, vise à définir les taux de résistance aux antibiotiques de pathogènes d'intérêt majeur en santé publique détectés dans les prélèvements cliniques humains. Des objectifs de génomique et analyse des mécanismes de résistance et partage de données sont inclus.

Débutée en 2021, la première phase du projet a initié :

- des échanges pour la mise en place du protocole de surveillance tenant compte des problématiques locales ;
- la formation des partenaires au stockage de données informatiques sur une plateforme sécurisée ;
- l'élaboration d'une stratégie de conservation des souches bactériennes présentant des caractéristiques prédéfinies.

Malgré une situation épidémique encore fragile, les partenaires du projet ont pu avancer dans les activités qui devaient être menées au sein du projet.

ZAMBIE

Étude scientifique d'implémentation sur la prévention de la transmission du VIH mère-enfant (2021-2022)

Montant total : 50 000 €

Domaines d'intervention : santé, recherche

L'objectif de ce projet est **d'exploiter les résultats de l'étude PROMISE-EPI** (mise en place au sein du centre pédiatrique d'excellence de l'hôpital universitaire de Lusaka) pour la mise en place d'une véritable stratégie de « détection » des patientes atteintes du VIH, et de pouvoir traduire ces résultats en recommandations de santé publique au niveau national.

L'étude PROMISE-EPI, financée par le partenariat « Europe-Pays en développement pour les essais cliniques » et promue par l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS), porte sur la **prévention de la transmission maternelle-infantile du VIH au cours de l'allaitement**. Ses résultats se basent sur le dépistage du VIH chez le nourrisson réalisé lors de la visite obligatoire de vaccination à 2 mois. Cette visite permet le cas échéant de détecter les mères porteuses du VIH et d'entamer un traitement.

L'étude PROMISE-EPI répond à un véritable problème de santé publique en Zambie : sur une population de 18,4 millions de personnes, 1,2 million vit avec le VIH avec une prévalence chez les adolescentes et les jeunes femmes. L'objectif d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant (transmission <5 %) est loin d'être atteint, **150 000 à 180 000 nouvelles infections pédiatriques par le VIH** sont observées annuellement. Chaque année, **6 000 enfants sont contaminés durant l'allaitement par des mères VIH positives (VIH+)**. Parmi 9 000 femmes évaluées pour leur statut VIH depuis décembre 2019, 1 342 étaient VIH+, et 15 enfants l'étaient également.

Le projet montre de premiers résultats prometteurs qui seront consolidés en 2022, tels que la rédaction d'un protocole de l'étude, l'autorisation délivrée par le comité d'éthique, la rédaction d'un questionnaire adressé aux mères et le renforcement des capacités des personnes récoltant les données.

Genre



© Vincent Tremeau

DJIBOUTI

PISCCA : Projet de soutien à la société civile féministe et au développement d'initiatives en faveur de l'égalité femmes-hommes à Djibouti (2021-2022)

Montant total : 800 000 €

Domaines d'intervention : jeunesse, genre, sport et inclusion sociale

Construit en étroite collaboration avec le ministère de la Femme et de la Famille djiboutien dans le but de développer les initiatives en faveur de l'égalité femmes-hommes du pays, ce projet vise à la structuration et au renforcement des compétences d'organisations de la société civile (OSC) féministes par :

- des **actions ciblées de soutien** aux OSC féministes djiboutiennes : éducation et intégration sociale des filles et jeunes femmes, santé sexuelle et reproductive, lutte contre les discriminations, autonomisation économique des femmes par l'entrepreneuriat et le numérique ;
- un **renforcement de capacités** dans les domaines de l'administration, suivi et communication.

Sept OSC, dont l'association **Sounah Al Hayat** (autonomisation des femmes et des filles vulnérables) et **Solidarité Féminine à Djibouti** (bien-être sanitaire, physique et économique de 380 femmes vulnérables) ont ainsi pu bénéficier de subventions (jusqu'à 60 000 €) à travers ce projet via le **Fonds de soutien aux organisations féministes** (FSOF), engagement présidentiel de soutien aux OSC féministes ancrées sur le terrain, gérées par et pour des femmes.

Celles-ci ont également pu disposer d'un **accompagnement individuel** sur les attendus en termes de suivi de mise en œuvre des micro-projets dans le **nouvel espace dédié à la société civile au sein de l'Institut français de Djibouti**, destiné à créer une première synergie entre elles.

Suite à cette première phase de renforcement, les projets mis en place se développeront sur la deuxième année, à l'occasion de laquelle un second appel à projets a été mis en place pour cibler des **OSC d'autres régions**, dans l'optique de couvrir l'ensemble du territoire national.



Autonomisation par la formation professionnelle, Kenya - © Ambassade de France au Kenya

KENYA

PISCCA : ELL'IMU (2021-2022)

Montant total : 510 910 €

Domaines d'intervention : jeunesse, genre, sport et inclusion sociale

Ce projet a pour but de renforcer et structurer les organisations de la société civile (OSC) travaillant dans le domaine de l'éducation des filles et des jeunes femmes au Kenya, par l'apprentissage à distance, l'apprentissage du codage informatique, l'éducation de base, l'autonomisation par la formation professionnelle (électricité solaire, couture, coiffure, charpenterie-menuiserie, optique et apiculture) et l'éducation à la santé sexuelle et reproductive.

Entre 2021 et 2022, 14 micro-projets d'OSC locales ont été financés entre 12 000 et 35 000 € dans 15 comtés répartis sur l'ensemble du territoire. 15 000 filles et jeunes femmes ont bénéficié de ce projet. Parmi elles, certaines sont issues de communautés défavorisées (malvoyantes, réfugiées, pastoralistes).

Avec l'appui de *Hama Consult* et de la *Federation of African Women Educationalists/Kenya Chapter*, les OSC ont été formées en gestion de projet et ont pu profiter d'un accompagnement personnalisé dans la mise en œuvre de leur initiative et d'un soutien dans la construction de plaidoyers. Enfin, dans le but d'accroître leur visibilité, un partenariat a été conclu avec Adelle Onyango, personnalité engagée contre les violences faites aux femmes, qui a réalisé plusieurs podcasts sur ces actions, et participé au Nouveau sommet Afrique-France à Montpellier en octobre 2021.

Afin de consolider ces premiers résultats et de capitaliser sur les compétences acquises, les OSC pourront notamment s'orienter vers des appuis ciblés de l'ambassade ou les appels à projets de l'Union européenne visant la société civile. Les associations engagées dans le domaine du sport pourront également participer à l'appel à projet « sport et développement » de l'AFD, représentées au comité de sélection annuel du PISCCA.



NIGER

Protection et réinsertion des mineurs en détention (2020-2021)

Montant total : 400 000 €

Domaines d'intervention : gouvernance, justice et accès aux droits

Ce projet avait pour objectif d'améliorer les chances de **réinsertion socio-économique des mineurs détenus** au Niger, en **renforçant** d'une part le **cadre institutionnel** de leur prise en charge et en appuyant d'autre part leur **développement socio-éducatif** pour une meilleure réinsertion.

Il répondait à une requête formelle du ministère nigérien de la Justice, principal partenaire institutionnel, qui portait sur plusieurs problématiques, telles que la lutte contre la surpopulation carcérale et la récidive, le respect et la promotion des droits humains.

Mis en œuvre par l'ONG « Grandir dignement », il devait initialement bénéficier à 500 mineurs en détention, identifiés au sein de 21 maisons d'arrêt du Niger (régions de Niamey, Dosso, Tahoua, Maradi, Zinder), à 30 magistrats formés au droit des mineurs détenus et à 20 membres de la plateforme des organisations intervenant en milieu carcéral.

Ce projet, qui s'inscrivait dans la lignée d'un précédent projet financé par l'AFD entre 2018 et 2020 pour un montant de 140 000 €, a vu ses **objectifs** initiaux **dépassés**, tant en termes quantitatif que qualitatif.

Ainsi, le **nombre d'enfants** ayant reçu un accompagnement psycho-social a **doublé** ; des **formations d'alphabétisation** essentielles à la réinsertion sociale et professionnelle ont été **rajoutées** ; enfin, **l'enjeu sanitaire a été couvert**, au travers d'ateliers de fabrication de savons et de serviettes hygiéniques lavables.

L'AFD, qui finance la phase 2 d'un projet portant sur une thématique similaire au Niger et à Madagascar (« Projet d'accompagnement des États et de leur société civile vers la pleine appropriation et utilisation des mesures et peines alternatives à la détention des enfants en conflit avec la loi »), a d'ores et déjà exprimé son vif intérêt à ces premiers résultats très prometteurs.

AFRIQUE DE L'OUEST ET CENTRALE

IDEN : appui à l'enregistrement des naissances en Afrique de l'Ouest et centrale (Libéria, RDC, Sénégal) (2021-2022)

Montant total : 1 000 000 €

Domaines d'intervention : gouvernance, état civil, droits humains

Mis en œuvre en association étroite avec les ministères de la Santé et de l'État civil au Libéria, en RDC et au Sénégal et le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNICEF, ce projet vise à développer une méthodologie destinée à **améliorer l'enregistrement des naissances** des pays concernés.

Construite sur un modèle répliquable à d'autres pays, cette méthode repose sur :

- l'interopérabilité entre services d'état civil et de santé (systématisation de l'enregistrement des naissances dans les maternités ou lors des campagnes de vaccination) ;
- la décentralisation des services d'état civil pour les rapprocher des usagers ;
- la numérisation, pour suivre l'impact et la performance du service national de l'état civil et assurer sa pérennité.

À mi-parcours, le projet annonce déjà de très bons résultats. Ainsi, au Libéria, des campagnes de sensibilisation intégrées aux campagnes de vaccination ont permis en 2021 l'enregistrement de plus de 120 000 nouveaux nés. En RDC, le taux d'enregistrement est passé de 55 % à 86 %, avec 22 967 nouveaux nés enregistrés en 2021 contre 11 954 en 2020. Au Sénégal, 67 structures sanitaires sont en cours d'intégration d'un dispositif d'enregistrement similaire.

À terme, cette méthodologie devrait permettre l'accès à une identité juridique à plus de 250 000 nouveaux nés, facilitant plus tard l'accès à l'éducation et la santé.

Éducation



Salle de classe - ©Worldbank

AFRIQUE DU SUD

Le français en Afrique du Sud et au Lesotho : coopération, formation et promotion (2019-2020)

Montant total : 511 500 €

Domaine d'intervention : langue française

Ce projet, mis en œuvre conjointement par le poste et les instances éducatives locales sud-africaines et lesothanes, visait au **renforcement de l'attractivité du français** en Afrique du Sud et au Lesotho, qui passe par le **renforcement de la coopération** en matière d'éducation et de langue française (en favorisant les échanges d'expertise des corps professoraux et administratifs), **l'allocation de moyens ad hoc** dans le domaine de la **formation** afin de fournir un enseignement qualitatif et attractif, et la promotion de la langue française et des cultures francophones.

Ce projet a directement bénéficié à 345 professeurs de français, à plus de 34 000 apprenants de français et à près de 9 000 participants au Festival de la Francophonie.

En dépit d'un contexte sanitaire difficile qui a impacté un certain nombre d'actions et pour lesquelles des adaptations ont été nécessaires, les objectifs de ce projet ont été atteints.

La **signature d'un accord international de coopération éducative** entre l'Afrique du Sud et la France est à mettre au crédit de ce projet qui a permis, outre une montée en compétence des professeurs de français en Afrique du Sud et au Lesotho, un renforcement accru de l'attractivité du français chez les nouveaux apprenants et une perception positive de la langue française et des cultures francophones.

Afin d'accompagner ce nouvel élan, un nouveau projet a été accordé au poste en 2021 en faveur de l'enseignement de la langue française en Afrique du Sud, au Lesotho et au Malawi pour un montant de 600 000 €.

FORPRO : renforcement et création de nouvelles filières dans la formation professionnelle à Cuba (2019-2020)

Montant total : 411 752 €

Domaine d'intervention : formation professionnelle

Initié en 2019 en partenariat avec l'Assemblée des directeurs des Instituts universitaires de technologie de Cuba (ADIUT) et le ministère de l'Enseignement cubain, ce projet visait à accompagner le pays dans la **création d'un système de formation professionnelle** de l'enseignement supérieur dans un certain nombre de **secteurs clefs** (informatique, logistique, commerce durable, tourisme), pour répondre aux enjeux d'insertion professionnelle sur le marché de l'emploi.

Construit sur la base de partenariats avec trois universités cubaines (Université de La Havane, La Ciudad Universitaria José Antonio Echeverría, Université des Sciences Informatiques) et le réseau des IUT français, les formations s'articulaient autour de plusieurs axes, tels que pédagogie de la professionnalisation, progression pédagogique, fonctionnement institutionnel ou amélioration continue.

Ce projet a permis depuis deux ans :

- la construction en réseau d'un ensemble éducatif cohérent et homogène par l'ouverture de plusieurs filières de cycles courts en informatique, commerce et tourisme, bénéficiant à 157 étudiants ;
- la mise à disposition du matériel pédagogique de qualité (maquettes de formation, contenus de modules, guides pédagogiques et pédagogie par la technologie, stages, etc.) ;
- la construction d'enseignements pratiques à partir des besoins identifiés.

L'ADUIT a décidé en mars 2021 de supporter les actions engagées par le biais d'un apport financier, qui sera dirigé vers les plateformes informatiques mises en place dans les universités cubaines associées au programme.

ICC – Patrimoine



Chantier professionnel organisé en octobre 2021 à Bafoussam - © Perez

CAMEROUN

Développement du secteur du patrimoine et des industries culturelles et créatives (ICC) au Cameroun : structuration et formation professionnelle des acteurs (2021-2022)

Montant total : 600 000 €

Domaines d'intervention : patrimoine, archéologie, enseignement supérieur, recherche, formation professionnelle

Ce projet a pour objectif l'insertion professionnelle de 1 500 jeunes camerounais dans le secteur des ICC et du patrimoine. En un an :

- 138 stagiaires ont été recrutés dans les secteurs des ICC et du patrimoine ; 74 ont participé à des chantiers-écoles sur la conservation préventive, la régie des collections et le transport des œuvres notamment pour celles de l'exposition 2022 « Sur la route des chefferies. Du visible à l'invisible » au Musée du Quai Branly ; 517 ont été informés des filières métiers ;
- sur 15 musées encadrés par le projet, 10 ont été réhabilités notamment en zone de conflit et le Centre de formation professionnelle dédié aux métiers du patrimoine et des ICC (CEFOPICC) a été créé et équipé ;
- 551 acteurs du secteur ont été formés à la scénographie, au commissariat d'exposition, à la régie des collections, au journalisme du patrimoine, tourisme et développement local ; 52 structures culturelles et des collectivités territoriales ont été mobilisées pour l'accueil de stagiaires ; 50 bourses de Master II des filières du patrimoine et ICC et 4 bourses de recherche ont été offertes. 607 jeunes porteurs de projets culturels ont été accompagnés.

Ces résultats positifs seront consolidés sur la 2^e année via la mise en place d'un partenariat communes/régions pour le recrutement de stagiaires diplômés. Une formation des journalistes au patrimoine culturel a déjà donné lieu à un concours récompensant la meilleure production (la lauréate sera invitée à couvrir la Saison culturelle du Cameroun à Paris en juillet 2022).



Femmes agricultrices/entrepreneuses - © World Bank

NIGÉRIA

SEFAN – réseau d'entrepreneurs africains (REA) : soutien à l'entrepreneuriat féminin dans le secteur agroalimentaire au Nigéria (2020-2021)

Montant total : 200 000 €

Domaine d'intervention : réseau d'entrepreneurs africains

Ce projet avait pour but d'étendre le développement des compétences des entrepreneuses du secteur agroalimentaire (« agripreneures ») au Nigéria via la mise en place de formations en agrobusiness, le développement de leaderships, la création d'un réseau d'agricultrices/entrepreneures et la promotion de l'intégration d'un programme d'études agroalimentaire innovant et amélioré dans le système d'enseignement et formation techniques et professionnelles agricoles en collaboration avec des experts français.

Ce projet, mis en place dans deux États pilotes (Kaduna et Oyo), s'est inscrit dans un ensemble plus large de 18 projets REA coordonnés par un FSPI mobilisateur : le « *REA Bridge Africa* ». Le jumelage du projet SEFAN avec d'autres REA (Niger, Burundi et Rwanda) lui a permis de bénéficier d'un élan régional en matière de formation.

Le FSPI a permis d'améliorer le quotidien de 300 femmes « agripreneures » issues de groupes souvent marginalisés, en leur permettant de s'inscrire à une formation professionnalisante.

La participation à un webinaire sur la place des femmes dans les projets de développement a permis de promouvoir les actions du FSPI. L'implication de partenaires comme *Women in Africa* induit le partage régulier d'opportunités aux femmes soutenues par l'initiative.

Les **formations** pour les têtes de réseaux viennent également renforcer les capacités au niveau du pilotage du FSPI – notamment sur les aspects export et pérennisation.

Le développement du **mentorat par des entrepreneurs et entrepreneuses de la diaspora** est aussi envisagé comme autre vecteur de support apporté aux femmes.

Le projet a vocation à être dupliqué à l'échelle régionale.



**Direction générale de la mondialisation,
de la culture, de l'enseignement
et du développement international**

27 rue de la Convention
75015 Paris